



secretariat.federation@ufap.fr

Mission Flash transfèrements et extractions :

L'UFAP UNSa Justice auditionnée à l'Assemblée Nationale

Pantin, le 5 juin 2025

Auditionnée dans le cadre de la mission flash sur les transfèrements et extractions, **l'UFAP UNSa Justice** a, en propos liminaires, rappelé le « casse du siècle » réalisé lors de la reprise des extractions judiciaires par le ministère de la justice en 2011.

En effet, alors que 3000 emplois étaient nécessaires pour ce transfert de missions du ministère de l'Intérieur à celui de la Justice, ce dernier a dû se contenter de seulement 800 emplois créés.

Aujourd'hui, non seulement le nombre d'agents reste encore largement insuffisant pour accomplir ces missions mais en plus il nous faut faire face à une érosion massive des emplois. Pour simple exemple, **l'UFAP UNSa Justice** a évoqué la situation de la région de Paris comptant uniquement 230 agents EJ présents pour un effectif théorique d'environ 450 emplois à ce jour, qui sont littéralement à bout de souffle, exténués de fatigue !

Il est évident que, dans ces conditions déplorables, le zéro « impossibilités de faire » (IDF) au niveau national est un doux rêve. Il est aussi inconcevable d'envisager d'élargir les prérogatives des missions extérieures aux gardes statiques ou de l'ensemble des geôles sur le territoire sans l'apport nécessaire des emplois !

Interrogée sur la mise en œuvre du protocole d'Incarville, **l'UFAP UNSa Justice** a tout d'abord tenu à rappeler que ce protocole devrait déjà s'appliquer depuis 5 ans. En effet, en janvier 2019 lors de l'attaque à l'arme de guerre d'un véhicule d'extraction devant le Tribunal Judiciaire de Tarascon, plusieurs personnels ont miraculeusement échappé à la mort. L'administration pénitentiaire aurait dû à ce moment précis, au lieu de faire de l'inertie la plus totale, entendre les revendications de notre organisation syndicale qui faisait état des mêmes lacunes et besoins en termes sécuritaire qu'aujourd'hui.

Nous avons donc rappelé que, faute de moyens, ce protocole était quasiment mort-né. En effet, niveau matériel, des véhicules et des holsters ont bien été achetés. Cependant, sur l'aspect opérationnel, rien n'a changé... pire encore, les comportements et initiatives de certains responsables de service ne font qu'aggraver les choses.

L'administration pénitentiaire ne sait toujours pas comment passer un péage autoroute aujourd'hui sans que les personnels ne constituent des cibles fixes. Le déploiement des ELSP à « isopérimètre » sur les structures, censé se terminer fin 2025, est une véritable catastrophe en termes de ressources humaines. Celui des ESR qui devrait être finalisé en 2027 ne permettra pas de couvrir l'ensemble des missions qui leur sont dévolues...

Quant au désengagement des FSI sur ces missions, il est quasiment réalisé ! Il n'existe pas une journée sans que notre organisation professionnelle n'intervienne auprès de nos dirigeants pour obtenir des renforts sur certaines missions. En effet, et en toute connaissance des risques et dangers qu'encourent les agents sous leur responsabilité, certains DI ordonnent aux établissements d'abaisser les niveaux d'escortes de détenus imprévisibles afin d'honorer simplement et coûte que coûte la mission planifiée !

L'UFAP UNSa Justice a averti que dans ces conditions, sans une politique de comblement des effectifs et un ajustement pour les nouvelles missions, sans une politique sécuritaire adaptée aux réalités de la société, les Personnels Pénitentiaires sont exposés aux plus grands dangers !

Même si demain le recours à plus de visio-conférences permettra de faire baisser le nombre de missions, il serait inconscient de croire que cette solution permettra aux personnels pénitentiaires de réaliser la totalité des extractions judiciaires et médicales en toute sécurité ! La surpopulation pénale nous ramène à la réalité !

À ce titre, l'UFAP UNSa Justice a fait part de la colère des Personnels sur le terrain œuvrant dans les établissements et contraints de gérer une surpopulation qui bat des records chaque jour. Des agents qui font face chaque jour, malgré une vacance de postes qui avoisine les 3500, à une population pénale de plus en plus nombreuse et de plus en plus violente.

L'UFAP UNSa Justice a insisté sur l'impérieuse nécessité d'un plan de résorption des emplois vacants car sans cela, l'administration pénitentiaire va immanquablement droit dans le mur ! Nos politiques doivent sans délai s'emparer de ce sujet, le porter et le défendre auprès de celles et ceux qui décident des orientations budgétaires !

Questionnée sur les difficultés en termes de formation, notre organisation syndicale a revendiqué l'urgence absolue de construire une antenne de l'ENAP, notre école étant bien trop petite et complètement embolisée !

Nous avons aussi souligné qu'il était nécessaire de créer un vrai département de la formation et de construire sur chaque région un Centre de Formation Continue (CFC) afin que tous les personnels pénitentiaires bénéficient d'un réel accès à la formation.

Pour finir, l'UFAP UNSa Justice a également insisté sur le « rattachement » des moniteurs et formateurs aux URFAQ afin que ces derniers ne soient plus régulièrement contraints à rester sur les établissements en raison des « nécessités de service » et puissent être disponibles pour effectivement participer à la mise en œuvre d'une politique formative ambitieuse.

Pour l'UFAP UNSa Justice
Le Secrétaire Général Adjoint, Lucciano DUCCESCHI
Le Secrétaire National Thomas JACQUOT